

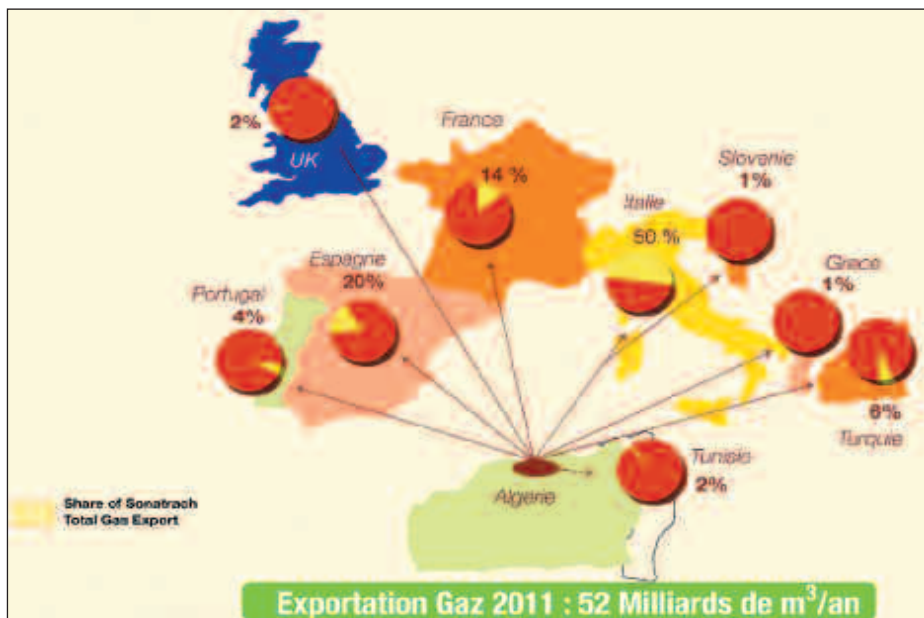
Vers l'effondrement de la valeur du gaz conventionnel ?

L'Algérie est un hub gazier important pour l'Europe. Plusieurs gazoducs relient l'Algérie au Vieux Continent.

Ces liaisons gazières totalisent une capacité voisine des 43 milliards de mètres cubes. La réalisation des projets en cours pourrait porter ce volume à un niveau entre 70 et 80 milliards de mètres cubes. Les gazoducs projetés sont le Galsi qui doit relier l'Algérie au sud de l'Italie en passant par la Sardaigne ; et le Trans-saharien Gas Pipeline TSGP qui, partant de Warri (delta du Niger, Nigeria), reliera le sud de l'Europe via Beni-Saf ou El-Kala, après avoir transité par le Niger. Cette capacité est loin d'être un plafond, puisque l'Azawad recèle des réserves appréciables d'hydrocarbures, et que la Sonatrach y est présente sur deux blocs de prospection. Sans oublier que les deux tiers du domaine minier algérien ne sont pas encore prospectés !

L'empressement algérien à emboîter le pas aux Nord-Américains surprend par plusieurs aspects. L'Algérie a exporté 52 milliards de mètres cubes en 2011 (la moitié vers l'Italie, 20 % vers l'Espagne, 14 % vers la France, 6% vers la Turquie, 4% vers le Portugal, 2% respectivement vers le Royaume-Uni et la Tunisie, 1% vers la Grèce et autant vers la Slovaquie).

Les autorités publiques algériennes ne sont pas dans l'ignorance du potentiel en gaz de schiste de la France, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Turquie. En France, par exemple, un large front regroupant patronat (Medef), syndicat (CGT) et lobbies pétroliers, ne cesse de pousser à la levée de l'interdiction de la fracturation hydraulique. Alors, en banalisant la mise en exploitation de cette ressource, l'Algérie ne renforce-t-elle pas le lobbie pro-gaz de schistes européen, alors que ses intérêts est de maintenir



les débouchés de son gaz conventionnel ? Parfaite illustration du dicton : «Se tirer une balle dans les pieds» !! Les pays de l'Amérique du Nord ont entamé cette exploitation alors qu'ils ont largement dépassé le cap du pic de production des gaz conventionnels. Cela leur a permis de redresser leur production gazière, de réduire leurs importations, et même de redevenir exportateurs et concurrents des pays gaziers conventionnels. L'évolution du marché gazier nord-américain a impacté les prix sur les marchés spot en les tirant fortement à la baisse. Elle a aussi compromis le renouvellement des contrats à long terme qui liaient les Nord-Américains à ces pays gaziers conventionnels (dont l'Algérie). Les 52 milliards de mètres cubes exportés en 2011, par

Sonatrach, l'ont été vers l'Europe. La majeure partie de ce volume a été exportée via gazoduc. La rentabilité, voire même l'utilité de la flotte de méthaniers algériens semble avoir pris un sérieux coup. Pour amortir ces contrecoups, adaptation oblige, Gazprom et Sonatrach ont conclu des accords de swap sur les livraisons de gaz.

Déjà, sans tenir compte de la donne de l'exploitation des gaz de schiste par l'Algérie et la Tunisie, le marché gazier se trouve rudement mis à mal. L'exploitation des gaz non-conventionnels n'est pas de nature à rétablir l'équilibre entre le besoin de sécurisation des approvisionnements – qui guide l'Europe – et le besoin de garantie des débouchés qui devrait guider

l'Algérie. Les contrats à long terme assuraient un certain équilibre entre les deux besoins. Là, il est sérieusement mis à mal, il le sera encore plus avec la montée en puissance des exportations gazières nord-américaines.

C'est donc l'improvisation qui marque les décisions que projette l'Algérie. Sa démarche n'est pas de nature à arranger les choses. Il se trouve même des initiés qui annoncent que l'exploitation des Shale Gas provoquera l'effondrement de la valeur de nos réserves conventionnelles. Les marchés gaziers vont aller vers une volatilité durable et de plus en plus importante. Une telle évolution ne bénéficiera qu'aux seuls spéculateurs financiers.

Le moins que pourrait faire l'Algérie serait de chercher à consolider sa position de fournisseur de gaz conventionnel à l'Europe. Elle doit donc contribuer au développement des ressources dans ce type de gaz dans les régions sahélo-sahariennes. Ainsi, elle pèserait positivement, des deux Côtés de la Méditerranée, dans le combat pour la préservation de l'environnement en général et des ressources en eau en particulier. Mais aussi dans la stabilisation du marché énergétique, notamment celui du gaz.

L'adoption de la proposition gouvernementale par le Parlement algérien aura l'effet dévastateur d'une rupture de digue.

M. B.

Flotte de méthaniers algériens :

Mostefa Ben Boulaid (125 000 m³), Ben M'hidi (129 000 m³), Bachir Chihani (129 000 m³), Didouche Mourad (126 000 m³), Berge Arzew (138 000 m³), Abane Ramdane (126 000 m³), Cheikh El Mokrani (75 000 m³), Lala Fatma N'soumer (145 000 m³), Cheikh Bouaâma (75 000 m³).

Le Sahara algérien, ce vaste territoire paisible prochainement vulnérable

Si on nous dit que notre Sahara sera un champ d'implantation de longues séries d'éoliennes pour produire de l'électricité, on leur rétorquera alors qu'il s'agit d'une très bonne chose.

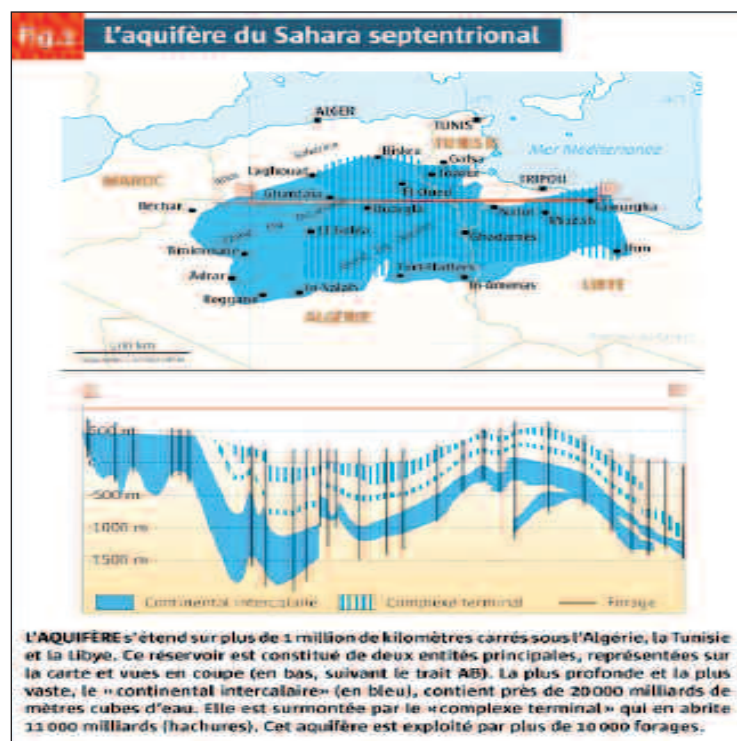
Si, également, on nous dit que ce territoire verra la mise en place de très nombreux panneaux solaires, on leur répliquera aussi qu'il s'agit d'une autre belle initiative, mais de là à dire que notre pays opéra pour le gaz de schiste, afin de répondre simplement au vœu des pays capitalistes comme les Etats-Unis, est vraiment très grave. La longue liste comportant les énergies renouvelables est encore assez ouverte, on en cite la géothermie, la bioénergie, etc. La question est de savoir pourquoi on ne recourt pas à de telles exploitations, pourtant si saines et protectrices de l'environnement.

La gravité du problème ne concerne pas uniquement les atteintes à un environnement sain qu'est le Sahara, mais aussi sur le plan politique, c'est toute la dignité et la souveraineté du pays qui seront entachées. Le but de ces pays spoliateurs est de faire courber l'échine à notre pays de plus en plus et d'une manière définitive. Profitant des effets ravageurs du printemps arabe, les Etats-Unis et leurs sbires sont en train de profiter au maximum de notre pays, parce que nos dirigeants sont très faibles en ce moment et ne demandent qu'à être mis à l'abri. Sachant que les grands effets des énergies non conventionnelles sont dévastateurs, même les instances et organismes neutres comme ceux dépendant de l'Organisation des Nations unies (ONU), sont en train de déconseiller le recours au gaz de schiste. Pour avoir une certaine idée sur l'ampleur des effets de ce type de gaz, il suffit de comprendre comment des populations

entières aux Etats-Unis et au Canada, où des sites d'exploitation ont été implantés, sont en train de fuir leurs maisons pour aller s'abriter dans des coins plus stables et moins pollués. Les eaux de robinet ont été tellement affectées qu'elles dégagent des odeurs nauséabondes et brûlent au contact d'une source de feu. Les continus bruits dus aux mouvements de sol constituent le lot quotidien de ces habitants, et pour s'en convaincre, il suffit de faire une petite recherche sur internet, et on découvrira le pot aux roses. Cette grande fuite de population constitue le deuxième type de migration écologique, et ce, après celui dû au réchauffement climatique vécu en Afrique centrale. Loin de légitimer toute tentative d'exploitation de ce type de gaz, nous disons que les pays qui ont opté pour ce choix étaient en quelque sorte dans l'obligation de le faire, au vu de l'inexistence de gisements de gaz naturel dans leurs territoires concernés. Mais ceci ne veut pas dire qu'il faut se passer des énergies renouvelables qui restent vraiment la solution idéale de développement durable des pays en matière d'énergie. Faut-il rappeler que notre pays a opté pour ce choix suite à des influences étrangères et nationales qui ont convergé leurs efforts vers ce but, et c'est dans ce cadre qu'on a remarqué ces dernières années le déploiement de certains journalistes, experts, associations acquis à l'idée d'exploitation de gaz de schiste. Alors faut-il rappeler à ces gens-là que notre pays n'ayant guère exploité et valorisé toutes leurs capacités en matière de gisement de gaz naturel dit conven-

tionnel. Selon certaines statistiques non publiées, la Sonatrach n'aurait exploré même pas les 20% du territoire saharien, alors que pour l'exploitation, il en faut encore beaucoup moins. N'a-t-on pas remarqué qu'au moment où on se tait pour le fameux projet de Desertec, on s'emploie à inciter l'Algérie à se diriger vers le gaz de schiste ? Alors la question qui se pose, pourquoi veut-on inciter d'autres pays à opter pour les énergies saines et rentables ? L'exploitation du gaz de schiste est non seulement polluante, mais exige la consommation de très fortes quantités d'eau que seule la nappe phréatique albiennaise peut satisfaire mais avec beaucoup de dégradation de sols et sous-sols. L'extraction des gaz exige que l'on fasse de grandes détonations (explosions) qu'on appelle fracturation hydraulique, dont le but est de permettre le dégagement des gaz. De tels ébranlements de sols et de sous-sols impliquent obligatoirement des déséquilibres au niveau des terrains encaissants. D'autres projets collatéraux seront tombés en désuétude, à en citer la valorisation des terres agricoles du Sahara qui exigent de grandes quantités d'eau à mobiliser en vue de tenir les sols de climat aride en humidité. Même si certaines quantités d'eau restent après épuisement dû à l'exploitation du gaz, ces eaux qui deviennent polluées ne peuvent plus servir, ni l'agriculture, ni les populations, ni autres secteurs utilisateurs.

L'Algérie, ce vaste pays, regorge de grandes potentialités énergétiques dont la plupart restent encore non explorées, celles-ci sont bien réparties au niveau des espaces terrestres et marins du territoire. Récemment, des recherches en off-shore (en mer) ont permis de confirmer l'existence de grandes réserves de pétrole et de gaz au niveau de tout le littoral, voire



même en eau profonde. Toutes ces indications doivent amener nos autorités supérieures à observer une attitude responsable, logique et scientifique, et ce, en vue d'épargner les populations et l'environnement saharien de véritables catastrophes. Le recours abusif et continu au copier-coller par nos décideurs doit s'estomper, et ce, au profit d'un réalisme scientifique et bénéfique au pays, à sa population et à son environnement. L'encouragement et l'appui des chercheurs algériens sincères doivent constituer une politique primordiale pour les différents organismes institutionnels de formation et de recherche scientifique.

Ne vaut-il pas mieux avoir un citoyen éveillé et juste que d'avoir un

faux intellectuel ou chercheur qui trahit son pays ? A la fin et au vu de la grande importance de ce dossier de choix stratégique comme celui relatif à l'exploitation de gaz de schiste, je me vois dans l'obligation d'inviter nos concitoyens, chercheurs et intellectuels dévoués à la cause nationale, non seulement à se positionner par rapport à cette question, mais aussi à militer fermement au développement d'une politique d'exploitation de nos énergies conventionnelles et protectrices de l'environnement saharien et autre.

D' Moussa Kacem,
maître de conférences
à l'Université d'Oran, expert
en environnement, expert en
mines et carrières